

## AKTUELL

## RETRAITES

# Conséquences politiques

Luc Caregari

**Lors d'une conférence de presse vendredi dernier, Déi Lénk ont reformulé leurs critiques à l'encontre du fonds de compensation qui spéculé avec l'argent des retraites.**

C'est une affaire de principe. « Nous ne souffrons pas de scandale et notre idée n'était pas de faire un scoop au plein milieu du trou d'été », expliquait Serge Urbany, ex-député de Déi Lénk. Et de mettre un peu en relief les propositions politiques de Déi Lénk, depuis 2004, l'année où l'Etat s'est mis à spéculer avec les retraites de ses sujets. A l'époque Déi Lénk étaient bien les seuls à se montrer récalcitrants et à voter contre - les députés ADR de l'époque ayant hué l'argumentaire du député gauchiste avec des interpellations du style « Moscou, Moscou ». Alors qu'aujourd'hui les populistes tentent de faire croire qu'ils étaient toujours opposés à cette politique.

De leur côté, pour Déi Lénk, il s'agit d'un combat de longue durée qu'ils ont mené et mèneront encore à l'avenir. Car l'enjeu est grave : même si les actions de Lockheed Martin et acolytes disparaîtront des listes de la Sicav fondée pour gérer le fric des retraites, il restera en place un système mal voire pas du tout contrôlable. Car, comme l'a déjà précisé Robert Kieffer, le président du fonds de compensation (FDC), ni la CSSF ou l'IGSS ne seraient concernées par de tels problèmes éthiques (voir woxx 1074). Alors que cela figure dans leur cahier de charges. De plus, le système de la Sicav permet aux intermédiaires - donc les gestionnaires de la Sicav - de se remplir les poches en passant, ce qui selon Déi Lénk, est contraire à l'idée d'un fonds de pension, qui devrait profiter aux salariés et non aux banquiers.

De plus, comme on l'a déjà évoqué, la Sicav du FDC est bourrée de saloperies, et cela peut même avoir des effets contreproductifs. Par

exemple, quand l'Etat investit dans des firmes qui licencient au Luxembourg, comme cela avait été le cas avec Inbev et la brasserie de Diekirch. Ou encore des actions de Monsanto, ce qui est ridicule quand on pense que le Luxembourg est toujours au top de la fronde anti-OGM.

Ce n'est donc pas une question de mesures à court terme, mais plutôt une question de système pour Déi Lénk. Car la logique financière et l'effort solidaire d'une caisse de pension ne se marient pas bien, selon le parti de gauche. Ils ne demandent pas la tête de Kieffer, qui de toute façon se-

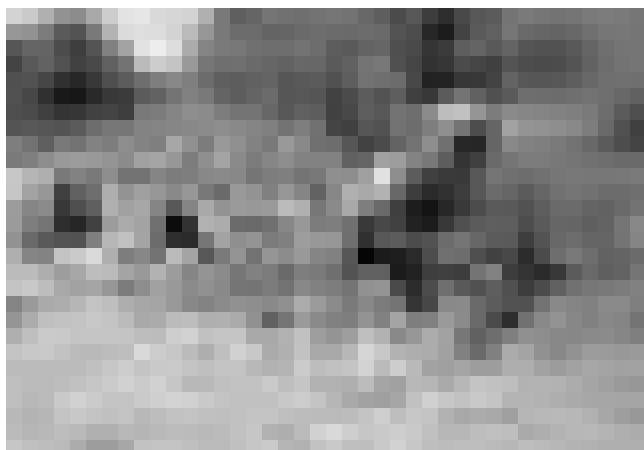


PHOTO: NICK CUMMINGS-BRUCE

rait vite remplacé par un autre fonctionnaire équivalent, mais ils veulent un changement de système de gestion des réserves des retraites et proposent de les investir dans le logement social. De plus, ils revendiquent une nouvelle structure de décision plus transparente et plus démocratique - en ce moment, l'argent du salariat est géré par exactement six personnes - ainsi qu'une abolition de la loi de 2004, qui a instauré la spéculation.

En ce qui concerne les conséquences de cette affaire, Déi Lénk préfèrent attendre la réponse à leur question parlementaire, mais se disent d'ores et déjà prêts à réagir au pénal, comme au niveau politique.

Si le parquet ne se saisit pas de l'affaire par lui-même, le parti de gauche veut traîner les responsables politiques de l'affaire devant la justice. Et puis la chambre des députés devrait se préparer à quelques débats et interpellations de ministres plutôt musclés. On attend avec impatience la réponse des ministres Asselborn et Di Bartolomeo.

## SHORT NEWS

## Conflit social, premier round

Lorsqu'un événement a lieu le jeudi en fin de journée, le lecteur du woxx a un avantage sur le journaliste : contrairement au second, le premier sait ce qui s'est passé. En effet, le jeudi 16 septembre constitue le premier vrai tour de chauffe du mouvement social luxembourgeois (voir woxx 1075). Les syndicats qui ont appelé à la manifestation sur la Place Clairefontaine (OGBL, LCGB, FNCTTFEL, Aleba) ont estimé qu'ils allaient accueillir entre 1.000 et 2.000 manifestant-e-s. Les quatre syndicats ont aussi reçu du renfort syndical, car la CGFP (fonction publique) a publié dans la semaine un communiqué de presse dans lequel elle a déclaré son soutien aux revendications. La CGFP regrette toutefois que la manifestation ne s'oppose qu'à un point précis des mesures. D'autres soutiens émanent du milieu associatif : ainsi, aussi bien l'Asti que la Ligue des droits de l'Homme ou l'Union nationale des étudiants ont déclaré leur solidarité. Côté politique, c'est sans surprise : les Verts, leur organisation de jeunesse, Déi Lénk, la Jonk Lénk et le KPL se sont également ralliés. Restent les socialistes, de plus en plus en rupture avec l'OGBL, qui continuent à justifier cette mesure. Normal, ils sont au gouvernement et c'est à ça qu'ils servent.

## Premier congrès pour les pirates

Comme tout parti qui se respecte, le parti des pirates luxembourgeois tient donc son congrès national. Pour cela, il a donné rendez-vous aux militant-e-s et aux intéressé-e-s, ce samedi 18 septembre à l'hôtel-restaurant Dahm à Erpeldange. Au menu : l'Acta (Anti-Counterfeiting Trade Agreement), une proposition de traité multilatéral concernant les droits de propriété intellectuelle sur internet. Le parlement européen vient d'ailleurs de s'y opposer et de critiquer le caractère opaque des négociations autour du traité, qui risque de bouleverser la toile libre. Pour y voir clair, les pirates ont invité le délégué Acta du parti des pirates allemand qui débute la session. Suivront les « traditionnelles » élections internes et pour la présidence du parti, ainsi que les discussions programmatiques. Si le fait que ce jeune parti ne mise que sur certaines thématiques peut poser problème, cela ne l'empêche pas de devenir un facteur indispensable en ce qui concerne la politique internet, tant le savoir de nos politiques au pouvoir est limité sur le sujet. En tout cas, à l'avenir, il faudra composer avec les pirates.

## La culture est une plus-value

Et rien de plus. C'est du moins l'impression qu'a laissée la première table ronde culturelle de la saison au Carré Rotondes, dans le cadre de sa programmation Open Square. Certes, Jürgen Stoldt, animateur de la soirée organisée par son magazine forum, avait averti dès le début que « si vous sortez frustré de cette soirée, c'est que Mme Modert a bien fait son boulot ». Evidemment, il a eu raison. La discussion sur la politique culturelle a vite muté en un concours de langue de bois, Octavie Modert esquivant avec grâce les questions gênantes et profitant d'un animateur par trop consensuel. Mais c'est aussi le public qui s'est assez vite embourbé dans ses propres paradoxes : d'un côté, il gueulait pour avoir plus de cohérence et de visions dans la politique culturelle, de l'autre presque toutes les interventions étaient faites au nom d'associations et concernaient l'argent des subventions. Pas étonnant que Mme Modert se soit plutôt bien tirée de l'affaire, avec une scène culturelle qui ressemble plus à un poulailler paniqué qu'à un ensemble de personnes créatives et souveraines.

Die woxx auf der Oeko-Foire:  
Stand 8B 07